

# Avanti !

**Courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse**  
**Bulletin n° 37 – Octobre 2006**

---

Conseil de rédaction : *Seb Borges, Sylviane Charles, Gérard Combes, Jean-Philippe Divès, Sylvestre Jaffard, François Laner, Grégory Lenormand, Jean-Louis Marchetti, Virginia de la Siega, Julien Sojac.*

Pour vous abonner, vous désabonner, pour tout contact : [contact@avanti-lcr.org](mailto:contact@avanti-lcr.org)  
Retrouvez le bulletin *Avanti !*, d'autres textes, des liens... sur le site : <http://avanti-lcr.org>

---

**Dans ce numéro :**

**Préparer et engager la campagne électorale de la LCR** [page 1]

**Un mythe centenaire : la charte d'Amiens** [page 2]

**Le P-SOL dans les élections brésiliennes : un important succès politique, mais un bilan en demi-teinte** [page 5]

**Liban : à propos de la guerre de trente-trois jours** [page 11]

---

## EDITORIAL

### Préparer et engager la campagne électorale de la LCR

Pour beaucoup de militants le réveil est ou va être brutal, mais il n'y a pas moyen de contourner l'évidence : il n'y aura pas de candidatures antilibérales unitaires, ou alors elles n'en porteront que le nom. Au cours des dernières semaines, on a vu comment des orientations d'isolement autoproclamatoire d'une part, de compromis opportuniste d'autre part, ont laissé le champ libre au PCF pour imposer à peu près tranquillement son hégémonie politique sur ce qu'il reste – avec une dynamique globalement faible – des collectifs antilibéraux issus de la bataille contre le TCE.

Le programme adopté par ces collectifs les 14 et 15 octobre (« *Ce que nous voulons* ») est ce que nous avons souvent appelé dans ces pages « antilibéral inconséquent, car non anticapitaliste ». Il fait croire que l'on pourrait répondre aux besoins populaires sans s'attaquer au pouvoir patronal et à la propriété capitaliste, sans même prendre à leur égard un minimum de mesures de force. C'est ainsi qu'il renvoie l'augmentation des salaires à... « *une conférence nationale tripartite (patronat, syndicats, Etat)* » ! Et que plus généralement, il prétend appliquer une politique antilibérale en faisant mine d'ignorer l'existence et l'action des multinationales, c'est-à-dire les véritables centres du pouvoir économique.

Cet antilibéralisme de pacotille s'arrête devant le tabou de la propriété privée. A part « *rendre EDF et GDF au service public* », objectif qui figure aussi dans le projet du PS, le texte adopté propose uniquement que soit « élaboré » et « mis en discussion » un « *plan d'abrogation* » des « *lois qui ont privatisé des entreprises publiques* ». De quoi réunir des commissions d'experts et leur donner matière à palabres pendant une bonne législature ! Quant aux groupes du CAC 40 non issus d'entreprises publiques, c'est-à-dire la très grande majorité, ils peuvent dans tous les cas dormir sur leurs deux oreilles.

Ce programme est celui du PCF et de ses alliés réformistes, notamment PRS qui semble de plus en plus susceptible de se rallier à une candidature de Marie-George Buffet, après l'échec prévisible de Fabius au sein du Parti socialiste. Si le mouvement large antilibéral ne disposait que de cette perspective, il s'agirait d'un recul considérable. Disons-le donc tout net : il est désolant – et préoccupant – qu'un secteur de notre propre organisation (les

camarades de la « position B » qui s'expriment désormais à travers une tribune régulière dans *Rouge*) ait cru bon d'en faire une appréciation positive.

On sait que la question dite de la « stratégie », en fait celle du positionnement politique de la gauche antilibérale, en particulier son rapport à la gauche libérale, avait été réglée dès le 10 septembre. Pour ceux qui n'avaient pas compris alors, le rapporteur au conseil national du PCF des 19 et 20 septembre s'était chargé de mettre les points sur les « i » : « *le texte adopté concernant "l'ambition et la stratégie" (...) repousse catégoriquement l'idée – soutenue par LCR – (...) que nous devrions donc nous interdire d'avance tout accord parlementaire ou de gouvernement avec le PS, quelles que soient les circonstances.* »

Quant à la « candidature de rassemblement antilibéral » à la présidentielle, qui peut encore douter que le seul choix réel se résume désormais à MGB avec les collectifs ou MGB sans les collectifs ? Ou plutôt, sans certains d'entre eux, car l'investissement (récent) des sections du PCF dans une série de collectifs issus de la bataille du 29 mai, ainsi que les nouvelles créations dont la représentativité est difficilement vérifiable, permettront sans nul doute à ce parti d'afficher de nombreuses prises de position conformes au vœu de sa conférence nationale des 22 et 23 octobre. L'aveuglement des courants politiques qui, tout en résistant à la satellisation, n'ont vu dans chacune des dernières initiatives que des pas en avant, risque de les mener – dans le meilleur des cas – à rompre dans les plus mauvaises conditions : sur le « casting » après avoir accepté (et pour certains, capitulé sur) le « scénario ».

Cette situation n'est pas bonne. Elle ne nous réjouit nullement, et nous continuons à penser que la LCR aurait pu et dû mener une autre politique, proposant une lutte commune à des milliers de militants qui vont maintenant se sentir trahis et orphelins d'une perspective unitaire. C'est, rappelons-le, ce que permettaient les amendements adoptés le 2 septembre à Aubagne par l'assemblée des collectifs des Bouches-du-Rhône. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce bilan, ne serait-ce que lorsque nous nous adresserons aux militants « non encartés » des collectifs pour les inviter à construire avec nous la campagne d'Olivier Besancenot. Car c'est dans ce cadre que l'on fera œuvre utile, et c'est sur l'élaboration de son contenu que l'effort de réflexion collective doit désormais porter.

Il reste qu'il faut donc tourner une page et – pour les militants de la LCR – engager résolument leur propre campagne. Dans l'immédiat, il s'agit de lever l'obstacle que constitue le rassemblement des 500 parrainages pour l'élection présidentielle. Une barrière antidémocratique que le PS, mais aussi le PCF, confortent lorsqu'ils donnent consigne à leurs élus de ne pas donner leur signature, en tentant ainsi d'empêcher l'expression des idées anticapitalistes et révolutionnaires.

---

## **Un mythe centenaire : la charte d'Amiens**

Il y a un siècle, le 13 octobre 1906, les délégués au 9<sup>e</sup> congrès de la CGT, réunis à Amiens, votaient à une écrasante majorité une motion que cinq d'entre eux avaient rédigée le jour même au buffet de la gare. Les rédacteurs de cette résolution l'estimaient nécessaire, mais purement de circonstance. Dans leur esprit comme dans celui des délégués qui l'adoptèrent, il ne s'agissait nullement d'une « charte » – le texte ne fut ainsi dénommé qu'en 1912 – ou d'un quelconque acte fondateur. Ils ignoraient que leur motion allait connaître une telle célébrité et devenir la référence mythique d'un « syndicalisme à la française ».

### **Le rejet des prétentions guesdistes**

La CGT n'est pas née en 1906 à Amiens mais onze ans plus tôt à Limoges. Elle est le produit de la fusion, en septembre 1895, de la fédération nationale des syndicats et de la fédération des bourses du travail ; la première était une structure verticale organisant les salariés par métiers, la seconde une organisation interprofessionnelle les regroupant par localités. La confédération a connu une enfance difficile, ses diverses composantes se retirant et revenant tour à tour et cela jusqu'au congrès de Montpellier, en 1902, qui adopta les statuts et opéra une véritable refondation de la CGT. En 1906, la confédération comptait 61 fédérations et 2 399 syndicats, ainsi que 135 bourses du travail. Le nombre de syndiqués

approchait les 500 000 ; rapporté à la population et au nombre de salariés de l'époque, c'est un chiffre considérable.

C'est alors que le mouvement socialiste, unifié depuis un an dans la SFIO (section française de l'internationale ouvrière, le parti socialiste de l'époque), commença à s'intéresser de près au syndicalisme, dont la plupart de ses courants s'étaient jusqu'alors tenus à l'écart. Mais l'unité d'action entre la SFIO et la CGT, telle que la préconisait Jules Guesde, le dirigeant socialiste le plus en vue de l'époque, ressemblait beaucoup à la technique qu'on appellera plus tard de la « courroie de transmission », subordonnant l'action syndicale aux directives du parti et de son groupe parlementaire.

S'en suivait une répartition des tâches : la SFIO s'arrogeait le monopole du combat pour la transformation sociale, limitant le champ d'action de la CGT aux luttes revendicatives. Un des rares défenseurs de la position de Guesde au congrès d'Amiens, Victor Renard, le secrétaire de la fédération du textile, l'exposa crûment : « *le syndicat n'est pas autre chose que ce que la loi a voulu qu'il fût : un organe qui doit défendre les salaires, la dignité des travailleurs, les conditions de vie, etc.* » Cela revenait à interdire au syndicat de se mêler de politique, sinon pour appuyer celle de la SFIO. Renard revendiquait l'exemple du travaillisme britannique.

Cette exigence d'autolimitation, aggravée par la référence à la loi contestée de 1884<sup>1</sup>, fut massivement rejetée par des délégués qui ne se réclamaient pourtant pas tous des thèses anarcho-syndicalistes. C'est que le parti socialiste était doublement suspect aux yeux des syndicalistes. Suspect tout d'abord d'un sectarisme qui conduisait depuis des années ses divers courants à s'entre-déchirer sur des questions doctrinales (c'est à cela que renvoie la mention des « sectes » dans la charte d'Amiens) alors que la CGT se considérait comme le lieu naturel de l'unité de la classe ouvrière sur la base de ses intérêts communs. Mais suspect également d'opportunisme et de collaboration de classes, depuis qu'à l'occasion de l'affaire Millerand – socialiste devenu ministre – certains dirigeants de la SFIO, dont Jean Jaurès, avaient estimé possible la participation socialiste à un gouvernement « bourgeois » dirigé par le parti radical.

### **Une victoire du syndicalisme révolutionnaire ?**

Ce n'est pas aussi simple. Les cinq rédacteurs de la motion étaient des dirigeants syndicaux de premier plan : Griffuelhes, le secrétaire de la CGT, Pouget, le responsable du journal confédéral « La voix du peuple », Delessale, de la fédération des Bourses, Merrheim, des Métaux et Niel, du Livre. A l'exception de ce dernier, tous se rattachaient effectivement au courant syndicaliste révolutionnaire. En revanche, ce n'était pas le cas de tous ceux qui les soutinrent, la motion étant alors adoptée par 834 voix contre 8, avec un seul bulletin blanc.

Pierre Monatte le souligne dans sa relation du congrès : « *la formidable majorité qui s'est rencontrée pour repousser la proposition du textile ne comprenait pas que des syndicalistes révolutionnaires. Les syndicats réformistes se sont ralliés à eux* ». Un autre vote du congrès montre mieux ce qu'était le rapport de force entre les uns et les autres, c'est celui sur la motion antimilitariste qui fut adoptée par 484 voix contre 300, avec 88 bulletins blancs et nuls.

Le réformisme, entendu comme l'espoir, par la multiplication des lois sociales, d'une amélioration du sort des prolétaires et d'une reconnaissance de leur place dans la société, n'était pas du tout marginal dans la CGT de 1906. Une partie des militants était influencée par la philosophie positiviste d'Auguste Comte, lequel donnait chaque dimanche des cours pour les ouvriers. C'était le cas du secrétaire de la fédération du Livre, Keüfer, qui avant de se rallier à la résolution de Griffuelhes avait défendu la sienne qui renvoyait dos à dos la subordination à la SFIO et l'agitation anarchiste anti-parlementaire. Keüfer était par ailleurs vice-président du conseil supérieur du travail, une structure consultative réunissant des patrons, des syndicalistes et des représentants de l'Etat.

---

<sup>1</sup> La loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884 autorisait la constitution de syndicats professionnels (ouvriers et patronaux) mais leur objet devait être exclusivement limité à l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Les syndicats devaient déposer leurs statuts et le nom de leurs dirigeants ou administrateurs. Les fondateurs de la CGT dénoncèrent une liberté syndicale ainsi corsetée.

L'écrasante majorité ayant adopté la résolution qui allait devenir la Charte d'Amiens résulta donc d'une convergence entre des courants pour qui le syndicalisme devait réaliser par lui-même l'émancipation sociale, des courants qui voyaient dans la politique un ferment de division et préconisaient la « neutralité », d'autres enfin qui marquaient surtout leur défiance envers Jules Guesde, opportuniste autant que doctrinaire. Parmi ces derniers, on trouvait d'ailleurs des militants socialistes de la tendance « possibiliste » (tout un programme) dirigée par Paul Brousse et Jean Allemane. Devenue emblématique de l'indépendance syndicale, la Charte a donc été marquée dès son adoption par une ambiguïté qui permettra rapidement des lectures très différentes.

### **L'omission de l'Etat**

L'Etat est le grand absent dans la motion d'Amiens. Le mot même n'y figure pas. Faut-il y voir un simple oubli dû à une rédaction précipitée au buffet de la gare ? Faut-il y voir plutôt la crainte de susciter un clivage entre ceux qui n'en attendaient rien de bon et ceux qui avaient des illusions dans son arbitrage ?

Les syndicalistes de 1906 ne pouvaient pas être indifférents à la question de l'Etat, qui opposait au mouvement ouvrier comme plus généralement à la contestation sociale (ainsi les viticulteurs en 1905) la brutalité des interventions de la police ou de la troupe. On se souvient de Clemenceau se revendiquant comme « le premier flic de France » et réprimant les grèves. D'où la force de l'antimilitarisme dans la CGT.

Partant de l'analyse pertinente qui voit dans l'Etat un instrument au service de la classe dominante, les syndicalistes révolutionnaires tiraient la conclusion qu'il fallait lui dénier le droit de s'immiscer dans les questions sociales. C'est ce qui les opposait aux tendances réformistes qui, à l'inverse, attendaient beaucoup des « lois sociales ». Mais ce refus de l'intervention de l'Etat conduisait paradoxalement à nourrir des illusions dans ce qu'on appellerait aujourd'hui la politique contractuelle. Ainsi en 1901, à propos du conseil supérieur du travail dont il a été fait mention plus haut et qui était une préfiguration de l'actuel conseil économique et social, le congrès de la CGT n'en récusait pas le principe. Il se contentait de remettre en cause sa composition et de réclamer l'éviction des représentants de l'Etat, souhaitant que « *le Conseil soit à l'avenir constitué des seuls éléments intéressés, patronal et ouvrier, à l'exclusion de tout autre élément nommé d'office, et cela à représentation numérique égale* ». L'invention du paritarisme, en quelque sorte...

La motion d'Amiens assignait au syndicalisme la « *double besogne, quotidienne et d'avenir* » : défendre les revendications au jour le jour tout en préparant « *l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* » au moyen de la grève générale. Double lecture là encore. Pour les syndicalistes révolutionnaires, les deux tâches étaient indissolublement liées. Pour les syndicalistes réformistes, la seconde relevait d'un avenir aussi improbable que lointain et c'est le « programme minimum » qu'il fallait mettre en œuvre.

### **Du partage des tâches à l'union sacrée**

En ignorant l'Etat comme le gouvernement, la CGT laissait en fait le terrain de l'action politique aux « *partis et aux sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale* ». Se préservant de la tutelle de la SFIO, elle acceptait un partage du travail qui la cantonnait à la lutte revendicative alors que le groupe parlementaire socialiste défendait l'idée de lois ouvrières.

Dans les congrès suivants, la question des relations entre la CGT et la SFIO s'est régulièrement posée, ce qui montre que la motion d'Amiens n'avait rien réglé. Les rapports de force entre syndicalistes révolutionnaires et réformistes étaient fluctuants : en 1909 ces derniers portent Niel au secrétariat de la CGT, mais les révolutionnaires prennent leur revanche quelques mois plus tard avec l'élection de Léon Jouhaux, qui se déclarait alors anarcho-syndicaliste.

Deux ans après, le 4 août 1914, le syndicaliste révolutionnaire Jouhaux, futur prix Nobel de la Paix, prononçait un discours lors des obsèques de Jean Jaurès : « *avant d'aller vers le grand massacre, au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et*

*dont je suis, je crie devant ce cercueil que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera vers les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand ».*

C'était moins de huit ans après Amiens. Que devinrent les cinq initiateurs de la motion ? D'abord hostile à la guerre, Merrheim se rallia à l'union sacrée, alors que Griffuelhes et Delessale, patriotes au début du conflit, faisaient le chemin inverse. Niel et Pouget avaient abandonné l'action syndicale. Léon Jouhaux devint commissaire à la nation, Jules Guesde devint ministre. En toute indépendance, la CGT et la SFIO se rejoignaient.

### **Que reste-t-il de la Charte d'Amiens ?**

Comment une motion de congrès liée à une situation bien précise a-t-elle pu acquérir une telle dimension mythique, au point d'être revendiquée aujourd'hui par les réformistes comme par les révolutionnaires ?

Comme indiqué plus haut, la Charte permet de multiples lectures. La défiance à l'égard des bureaucraties, l'expérience désastreuse de la mainmise des staliniens sur la CGT, la volonté de renouer avec un syndicalisme authentique, démocratique et combatif, font qu'elle est redevenue une référence pour de nombreux militants. C'est indéniablement positif, à condition de ne pas cultiver l'illusion d'un âge d'or du syndicalisme qui, comme ce bref article tente de le montrer, n'a jamais existé. S'il est difficile aujourd'hui de prendre à notre compte la position de Léon Trotsky écrivant à Pierre Monatte qu'avec la création du parti communiste la question de l'indépendance syndicale ne se posait plus, nous avons vu qu'on pouvait en toute « indépendance » se rallier à la guerre impérialiste. Reste que la volonté des syndiqués de ne pas se voir imposer du dehors les orientations du syndicat est parfaitement légitime.

Côté négatif, on trouve bien sûr la version des dirigeants de Force Ouvrière, soutenue en pratique par le Parti des Travailleurs : l'apolitisme érigé en principe au nom de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats conduit ces derniers à refuser d'intervenir sur les « questions sociétales », d'où par exemple l'absence de FO des mobilisations antiracistes ou anti-guerre. Plus généralement, on constate que beaucoup de ceux qui affichent – parfois de manière toute fraîche – leur indépendance à l'égard des partis sont beaucoup moins sourcilieux dès lors qu'il s'agit d'indépendance à l'égard du patronat et de l'appareil d'Etat. Auguste Keüfer et son conseil supérieur du travail ont quelques héritiers, il suffit de regarder du côté de « Confrontations » où des dirigeants de la CGT « réfléchissent » en compagnie de grands patrons.

Et puis il y a la « grève générale expropriatrice ». Le congrès d'Amiens ne l'a pas inventée, mais elle est au cœur de la « lecture révolutionnaire » de la Charte. Ce n'est pas le sujet de cet article, mais elle comporte aussi une part mythique, gommant la question de la prise du pouvoir. L'expérience ministérielle de la CNT dans la révolution espagnole montre qu'on ne se débarrasse pas si facilement de la question de l'Etat. Sorti par la porte, il peut très bien rentrer par la fenêtre.

*Gérard Combes*

---

## **LE P-SOL DANS LES ELECTIONS BRÉSILIENNES**

### **Un important succès politique, mais un bilan en demi-teinte**

Si avec ses 48,6 % de voix Lula a été contraint à un deuxième tour, il reste largement favori le 29 octobre face à son adversaire de droite, Alckmin (41,6 %). C'est en toute fin de campagne que ce dernier a réussi à percer, bénéficiant d'un réflexe de « vote utile » antigouvernemental, en provenance notamment de secteurs du salariat. Le président sortant n'a donc pas totalement échappé à une sanction motivée par l'accumulation des scandales de corruption qui ont touché le PT (Parti des travailleurs) et son gouvernement, s'ajoutant aux désillusions engendrées par une politique qui a non seulement poursuivi mais amplifié les attaques contre le monde du travail.

A contre-courant de la tendance générale observée en Amérique latine, la situation brésilienne est aujourd'hui marquée par une profonde dépolitisation et démobilité. Dans un pays où, en outre, la personnalisation de la vie politique a toujours été particulièrement aiguë, Lula joue sur son image d'homme du peuple, immigré pauvre du Nordeste devenu ouvrier à Sao Paulo, pour s'assurer un second mandat. L'argument traditionnel du « moindre mal » est bien sûr lui aussi mis en avant. Et surtout, le président sortant s'est construit un capital électoral grâce aux programmes d'aides « ciblées » qu'il a développés sur la base des recommandations de la Banque mondiale, en systématisant des actions déjà engagées sous les gouvernements précédents.

11,2 millions de « bourses famille », d'un montant d'environ un dollar par jour, bénéficient en effet à 44 millions de personnes, les quelque 23 % les plus pauvres de la population. Cet assistantat ne change rien à leur place dans l'économie et la société, et le coût annuel de cette mesure, 5,5 milliards de réais (environ 2 milliards d'euros), est dérisoire comparé au formidable montant des ressources budgétaires pompées pour le paiement des intérêts de la dette publique, externe et (désormais pour moitié) interne : 520 milliards de réais en quatre ans, dont 160 milliards pour la seule année 2006. Ces chiffres constituent des records, tout comme les profits du secteur bancaire (qui ont doublé en quatre ans) et l'augmentation correspondante du patrimoine des 20.000 familles brésiliennes les plus riches. Mais il ne reste pas moins que dans ce pays-continent aux inégalités sociales abyssales, les « bourses famille » permettent à des millions de Brésiliens de manger...

Les grandes disparités régionales observées dans le vote du 1<sup>er</sup> octobre traduisent les effets de cette politique, néolibérale intégrale assortie d'un filet de contention sociale. Lula a obtenu près de 70 % des voix dans les Etats les plus marginalisés du Nordeste, alors qu'il a été battu par Alckmin dans la ville et l'Etat de Sao Paulo, poumon économique du pays, et a été devancé aussi dans plusieurs autres métropoles du Brésil industrialisé. Les plus pauvres ont massivement voté Lula, tandis que les suffrages des salariés, dont le pouvoir d'achat a baissé et qui ont subi de plein fouet des contre-réformes telles que celle des retraites, se sont partagés. Quant à la bourgeoisie, elle avait l'embarras du choix. Quel que soit le verdict du second tour, le gouvernement qui prendra ses fonctions début 2007 appliquera pour l'essentiel la même politique. C'est en toute logique qu'Otavio Setubal, président de l'une des plus grandes banques du pays (Bradesco) et de la fédération patronale de ce secteur, a déclaré n'avoir aucune préférence entre les deux candidats restant en lice.

### **Une situation défavorable**

Ainsi que le signale un « premier bilan » publié par le MES<sup>2</sup> de l'Etat du Rio Grande do Sul, les scrutins du 1<sup>er</sup> octobre<sup>3</sup> ont montré que « *les partis bourgeois ont de grandes marges de manœuvre dans le cadre du régime* ». « *Le rapport de forces est défavorable, avec peu de luttes des travailleurs et du peuple* ». La situation de « *déconstruction et désintégration des organisations de classe les plus progressistes, du fait de la trahison et de la dégénérescence du PT transformé en appendice du gouvernement, mis au service de Lula pour avancer dans sa politique néolibérale* », n'a pas été surmontée.

La CUT (Centrale unique des travailleurs), née il y a vingt-cinq ans comme fédération syndicale de lutte de classe, est ainsi devenue une simple courroie de transmission du gouvernement. Sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso (1995-2002), elle servait encore de vecteur à la résistance et aux luttes des travailleurs. Depuis quatre ans, elle a

---

<sup>2</sup> Mouvement de gauche socialiste, l'un des principaux courants constitutifs du P-SOL, le Parti Socialisme et Liberté fondé en juin 2004 par les « radicaux » exclus du PT.

<sup>3</sup> Les Brésiliens étaient appelés à élire, le même jour, le président de la République et les gouverneurs des 27 Etats fédérés (au scrutin majoritaire, si nécessaire à deux tours), le tiers des 81 sénateurs soit 1 par Etat (dans un scrutin majoritaire à un seul tour, semblable au système britannique), ainsi que la totalité des députés fédéraux (nationaux) et régionaux.

L'élection des 513 députés fédéraux se fait dans le cadre de chaque Etat, considéré comme une circonscription élective unique, sur un scrutin de listes avec préférence nominale ; chaque électeur peut voter pour une liste (présentée par un parti ou une coalition de partis) et pour un candidat de son choix ; les listes se voient attribuer un nombre de sièges proportionnel au nombre de voix qu'elles ont obtenu, les candidats élus dans le cadre de ces listes étant ceux sur lesquels se sont portés le plus de suffrages.

simplement relayé une politique qui démolit les uns après les autres les droits arrachés par les salariés. Son ancien président a quitté ce poste lorsqu'il est devenu directement... ministre du travail de Lula. Des syndicats et tendances syndicales ont rompu avec la CUT et se sont regroupés au sein de Conlutas (Coordination nationale de lutte), un projet de nouvelle centrale indépendante et combative, mais ce processus significatif et qui traduit une résistance salutaire ne reste pas moins nettement minoritaire.

Un résultat des quatre années de gouvernement Lula est que les notions d'indépendance et de lutte de classe, tout comme d'ailleurs les frontières entre droite et gauche, ont été largement diluées et dévaluées. Il est vrai que depuis son élection, Lula a déclaré à plusieurs reprises « n'avoir jamais été de gauche ». La mobilisation militante qui singularisait les campagnes électorales du PT des premiers temps a été totalement absente. Le PT confie désormais ses campagnes électorales à des agences de publicité et paye des chômeurs pour brandir des drapeaux dans ses meetings. Il est devenu un appareil électoral comme les autres, financé par les dons patronaux<sup>4</sup>.

Par rapport à 2002, le PT a perdu deux millions de voix et huit sièges à la Chambre fédérale des députés (où l'ensemble des partis de la coalition gouvernementale recule de 24 sièges). Il cède la place de premier groupe parlementaire au PMDB (Parti du mouvement démocratique du Brésil), la grande formation bourgeoise la plus ancienne du pays, qui est également son principal allié dans la coalition gouvernementale. Au sein du PT, la dite « gauche », totalement intégrée à l'appareil d'Etat dont elle bénéficie des prébendes, ne s'est démarquée en rien de la ligne officielle. Logiquement, c'est elle qui est ressortie de ces élections en plus mauvais état. Le courant « Articulation de gauche » a perdu plus de la moitié de son groupe parlementaire, tandis que la tendance Démocratie socialiste ne garde que trois députés fédéraux, contre cinq auparavant et sept élus en 2002<sup>5</sup>. Elle a par ailleurs vu son ministre de la non-réforme agraire, Miguel Rossetto, essuyer une défaite cuisante dans l'élection sénatoriale du Rio Grande do Sul.

L'une des manifestations de la dépolitisation a été – même si un tel phénomène n'est pas entièrement nouveau – le degré élevé d'incohérence entre les résultats des différents scrutins. Nombre de caciques, pour la plupart membres de partis de droite, ont été réélus gouverneur de leur Etat dès le premier tour, sans qu'il y ait de correspondance entre ce résultat et les votes pour l'élection du président ou des députés.

Même le sentiment anti-corruption a montré ses limites. Une quantité respectable de politiciens parmi les plus notoirement corrompus a été élue ou réélue. C'est le cas de dirigeants du PT qui avaient dû démissionner de leurs fonctions suite à des scandales retentissants, tels l'ancien ministre des finances Palocci, l'ancien président du parti Genoino et l'ancien responsable de campagne de Lula, Berzoini, démis quelques semaines avant le premier tour. Quant à l'ancien président populiste de droite Collor, destitué en 1992 suite à sa mise en accusation pour malversations, il revient maintenant à la Chambre des députés après avoir été placé par les électeurs en tête de tous les candidats élus dans l'Alagoas – par ailleurs l'Etat d'Heloísa Helena, dont elle était sénatrice depuis 1999. Il est vrai que Collor avait le soutien de Lula...

## **Le vote Heloísa Helena et le résultat du P-SOL**

Dans cette situation, le seul véritable enjeu était en fait constitué par la première apparition électorale du P-SOL. En vue de ces élections, le P-SOL avait formé un « Front de gauche » avec deux autres formations : le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié), une organisation trotskyste bien implantée dans le mouvement syndical, mais qui est toujours restée marginale sur le plan électoral, et le plus petit Parti communiste brésilien.

La jeunesse et le manque de moyens du P-SOL, dans le cadre de mécanismes de campagne électorale profondément antidémocratiques, constituaient de très sérieux handicaps. Mais le nouveau parti disposait en même temps d'un atout fort : la personnalité charismatique et la

---

<sup>4</sup> Il n'y a pas au Brésil de financement public des partis ni des campagnes électorales, et le financement privé est libre. Le coût de la campagne du PT pour la seule élection présidentielle est estimé, second tour compris, à 60 millions de réais. Par comparaison, le P-SOL aura dépensé dans toute sa campagne moins d'un demi-million de réais.

<sup>5</sup> Deux de ces députés élus en 2002, Joao Alfredo (Etat de Ceará) et Orlando Fantazzini (Etat de Sao Paulo), ont rejoint le P-SOL fin 2005 avec une série de courants et militants.

puissance de conviction d'Heloísa Helena, identifiée dès avant cette campagne électorale comme la grande figure morale et politique de l'opposition de gauche au gouvernement Lula.

Ses 6,6 millions de voix, 6,85 % des suffrages exprimés, représentent un succès indéniable. Le fait que les sondages réalisés pendant la campagne électorale l'avaient créditée d'une moyenne de 9 % d'intentions de vote (et jusqu'à 12 % à la fin août) ne doit pas conduire à le relativiser. De fait, seuls trois candidats ont compté et Heloísa en a fait partie. Cristovam Buarque, l'ancien ministre de l'éducation de Lula, candidat pour le PDT (Parti démocratique du travail, une formation bourgeoise « de gauche » qui représente au Brésil l'Internationale socialiste), est arrivé loin derrière avec 2,65 %, et les scores des autres candidats ont été infinitésimaux.

Axée sur la dénonciation des « deux frères siamois » Lula et Alckmin, et sur la défense d'une politique économique et sociale en rupture avec celle menée sans discontinuité depuis douze ans, la campagne d'Heloísa a permis que s'exprime au niveau politique la résistance et l'opposition de gauche d'une partie de la classe des travailleurs et de la société. Il est significatif que ses meilleurs scores aient été obtenus dans les grands centres urbains, en particulier les villes de Rio de Janeiro (17 %) et de Porto Alegre (12 %), où la tradition de gauche est fortement enracinée et où la dynamique du mouvement ouvrier est imprimée par des secteurs (les travailleurs de la fonction publique et des banques) qui ont mené des luttes d'une certaine envergure sous le gouvernement Lula.

Le résultat d'Heloísa Helena montre donc les potentialités pour la construction d'une alternative d'indépendance de classe et socialiste, en même temps qu'il constitue un point d'appui dans ce sens. Néanmoins, les objectifs que le P-SOL s'étaient fixés n'ont clairement pas été atteints. Ceux-ci étaient, premièrement, de briser la fausse polarisation entre Lula-Alckmin et les partis qui les soutiennent, en faisant surgir à une échelle de masse une alternative antilibérale et anti-impérialiste de lutte pour le socialisme ; deuxièmement, de maintenir et si possible élargir le groupe parlementaire du parti, actuellement composé de sept députés élus en 2002 sur les listes du PT.

L'un des enjeux de la campagne, explicité dans la résolution adoptée en juin dernier par la conférence nationale électorale du P-SOL (voir *Avanti!* n° 35), était de rapprocher du score attendu d'Heloísa ceux des candidats du parti dans les autres scrutins, en particulier à la chambre des députés. Plusieurs candidats aux postes de gouverneur des Etats ont fait des scores respectables – comme Plínio Arruda Sampaio à Sao Paulo avec plus d'un demi-million de voix –, et Luciana Genro a obtenu un résultat remarquable dans le Rio Grande do Sul où, avec 185.000 voix, elle est arrivée en quatrième position (et en première position dans la ville de Porto Alegre) des 31 députés fédéraux élus pour cet Etat.

Il reste que globalement, même s'ils sont rien moins que ridicules, ces résultats ont été nettement moins bons que celui de la présidentielle. Le P-SOL a totalisé 1,15 million de voix, soit 1,27 %, à la chambre fédérale des députés. S'y ajoutent, pour le Front de gauche, les 101.000 voix du PSTU et les 65.000 du PCB, autour de 0,1 % dans chaque cas<sup>6</sup>. En conséquence, seuls trois des sept députés fédéraux sortants appartenant au P-SOL ont été réélus. Outre Luciana Genro (dirigeante du MES, l'un des courants trotskystes qui ont codirigé le parti depuis sa fondation), il s'agit d'Ivan Valente, principal dirigeant du courant APS (Action populaire socialiste), à Sao Paulo, et de Chico Alencar à Rio<sup>7</sup>. Le P-SOL a par ailleurs obtenu trois députés régionaux, deux dans l'Etat de Sao Paulo et un dans celui de Rio, tandis que le PCB réussissait à en faire élire un.

---

<sup>6</sup> L'accord électoral du Front de gauche n'impliquait des candidatures communes que pour les élections se tenant au scrutin majoritaire : président, gouverneurs, sénateurs. Pour l'élection des députés, il y a cependant eu dans certains Etats, en fonction de choix faits localement, des listes communes entre le P-SOL et le PCB et/ou le PSTU. Le résultat de telles listes communes n'a pas été significativement différent de celles du P-SOL.

<sup>7</sup> L'APS, courant issu de la théologie de la libération, peut être considéré comme l'aile droite, « réformiste de gauche », du P-SOL. Dans le débat préparatoire à la conférence nationale électorale du parti, ses dirigeants avaient plaidé pour une alliance électorale avec le PDT, la formation qui a présenté Cristovam Buarque à la présidentielle. Auparavant, certains d'entre eux avaient soutenu l'envoi des troupes brésiliennes en Haïti. Chico Alencar est quant à lui un « indépendant », n'appartenant à aucune des tendances du parti, mais qui ne fait pas non plus partie de son aile révolutionnaire.

## Questions sur la campagne

Compte tenu de la prépondérance absolue de l'élection présidentielle (dans un système institutionnel qui est présidentiel), la campagne d'Heloísa Helena a imprimé sa marque sur l'ensemble de l'activité électorale du P-SOL, comme plus généralement du Front de gauche. Cette campagne a été centrée sur deux types de mesures, symbolisant la rupture nécessaire avec la politique des gouvernements précédents, que Lula comme Alckmin se proposent de poursuivre. D'une part, un ensemble de mesures contre le régime politique et la corruption qui y est érigée en mode de gouvernement ; d'autre part, la lutte contre l'emprise du capital financier avec, dans ce cadre, l'objectif d'une baisse radicale des taux d'intérêt.

Ces derniers, de 16 % pour une inflation annuelle de l'ordre de 4 %, sont les plus élevés au monde. Du fait de ce choix politique du gouvernement Lula, c'est 45 % du budget du pays qui part désormais en paiement des intérêts de la dette (laquelle atteint le chiffre astronomique de mille milliards de réais), en allant gonfler les comptes des multinationales et de la grande bourgeoisie brésilienne, au détriment de l'investissement (5 % du budget) et de services publics laissés à l'abandon ou privatisés à travers le mécanisme – inventé par Thatcher – des « partenariats public-privé ».

Sans doute ces deux thèmes étaient-ils donc justes et nécessaires, mais on peut néanmoins s'interroger sur la place quasi exclusive qu'ils ont prise dans la campagne. Le Manifeste<sup>8</sup> du Front de gauche, un document élaboré spécifiquement pour ces élections, définissait trois axes : démocratique radical, anti-impérialiste et anticapitaliste. Seul le premier a été réellement développé et du second, il n'est pratiquement resté que les taux d'intérêt. Quant au troisième axe, qui préconisait une « *nouvelle abolition de l'esclavage* » en s'attaquant aux profits, avec des mesures telles que le doublement des salaires et la réduction du temps de travail, il a été absent des interventions télévisés et des grandes interviews accordées à la presse écrite. Le slogan central de la campagne d'Heloísa Helena ayant par ailleurs été « *Seuls les corrompus et les spéculateurs seront perdants sous notre gouvernement* », l'explication selon laquelle il se serait agi d'un choix tactique, d'une question de sur quoi insister pour être mieux compris, laisse perplexe.

Mais d'autres problèmes se sont ajoutés. C'est le cas des déclarations de la candidate<sup>9</sup> sur le fait que son programme présidentiel était nettement différent du programme du P-SOL car ce dernier, à savoir le socialisme, était « *à échéance de trente ou quarante ans* » tandis que « *le programme de gouvernement ne peut pas s'abstraire de la législation en vigueur dans le pays* » ; ou encore de ses affirmations selon lesquelles, sous son gouvernement, il n'y aurait plus d'occupations de terres et d'affrontements à la campagne car, contrairement à ceux de Cardoso et de Lula, il réaliserait une véritable réforme agraire. Sans parler de ses propos opposés au droit à l'avortement, qui ont suscité en retour des protestations publiques des commissions femmes du P-SOL comme du Front de gauche.

## Les défis à venir

Sans doute une grande partie de ces problèmes ont-ils à voir avec le faible niveau d'organisation collective de la campagne (dont la plupart des responsables du P-SOL reconnaissent qu'elle a fonctionné dans l'improvisation) et de structuration interne du parti. Celui-ci, d'ailleurs, reste toujours un front de tendances et d'individus davantage qu'une véritable organisation.

Maintenant que l'épreuve électorale est passée, le P-SOL va pouvoir entreprendre de surmonter ces carences, dans le cadre de la préparation de son premier congrès. L'enjeu en sera double.

Premièrement, constituer une organisation militante unifiée, avec une presse, des instances de bases et de direction fonctionnant régulièrement, et des droits effectifs et égaux pour tous les militants – qu'ils soient ou non membres d'un courant – à définir l'orientation et à contrôler son

---

<sup>8</sup> De larges extraits en ont été publiés dans *Rouge* du 21 septembre. Pour l'essentiel, ce texte reprenait les axes de campagne présentés dans la résolution politique adoptée par l'exécutif puis par la conférence nationale du P-SOL (que l'on trouve dans *Avanti !* n° 35).

<sup>9</sup> Dès sa première grande interview télévisée, le 8 août au « *Jornal nacional* » de Rede Globo (l'équivalent de notre « 20 heures de TF1 »).

application par la direction ; en dépassant par conséquent le stade des consensus de tendances (unanimes ou majoritaires), donc aussi en redéfinissant le rôle de ces dernières, évidemment dans le cadre du maintien du pluralisme démocratique qui caractérise ce projet unitaire et qui a permis son lancement.

Deuxièmement, ancrer fermement le parti sur une orientation anticapitaliste. Son programme provisoire<sup>10</sup> a clairement un tel caractère, mais encore faut-il qu'il soit compris comme un guide pour l'action quotidienne, et non comme une déclaration de principes pouvant être déconnectée de la politique concrète. Sa re-discussion est, par ailleurs, d'autant plus nécessaire qu'une bonne partie des militants et courants ont rejoint le P-SOL après l'adoption de ce texte lors de la conférence nationale de fondation.

Comme tous les militants révolutionnaires et anticapitalistes qui soutiennent le P-SOL, nous suivrons ce débat avec beaucoup d'intérêt et d'espoir. Il y a de sérieux motifs d'espérer, et de bonnes bases de départ. Le résultat électoral du 1<sup>er</sup> octobre en fait partie, et il en va de même de la position, quasi unanime au sein du parti, consistant à ne pas appeler à voter pour Lula le 29 octobre.

### **Le débat sur le deuxième tour**

L'exécutif national a publié dès le 3 octobre une déclaration dans laquelle il explique pourquoi le P-SOL ne donnera pas de consigne de vote pour le second tour : parce que les deux candidats restant en lice défendent pour l'essentiel un même projet politique, contre lequel les travailleurs et les secteurs populaires devront dans tous les cas se mobiliser.

Compte tenu de tout le bilan de ces quatre dernières années, appeler à un vote pour Lula (lequel, par ailleurs, n'en a pas besoin pour être réélu) signifierait en effet diluer le profil d'opposition de gauche du P-SOL. Cela n'aiderait certainement pas non plus à préparer les luttes qui devront être menées pour tenter de bloquer les nouvelles contre-réformes annoncées et en cours d'élaboration, comme celle du droit syndical (qui vise à dépouiller les syndicats d'entreprises et de branches d'une bonne partie de leurs prérogatives, notamment en matière de conventions collectives, au profit des sommets bureaucratiques des centrales syndicales nationales) et du droit du travail (qui devrait faciliter les licenciements et aggraver en général la précarité des contrats de travail).

Cette position n'est toutefois pas unanime. Des personnalités telles que Plinio Arruda Sampaio et Chico Alencar ont défendu l'idée de remettre à Lula une liste d'exigences conditionnant une consigne de vote en sa faveur. Ces exigences étant assez « avancées », elles reviennent à lui demander de s'engager sur une politique contraire à celle qu'il applique, projette et revendique. Le résultat est donc donné d'avance, et l'intérêt pédagogique tout relatif. En même temps, cela manifeste que la différence avec l'exécutif porte sur la démarche beaucoup plus que sur le fond. Même l'APS n'est pas pour appeler à voter Lula : elle a publié une déclaration, intitulée « *Aucune voix pour Alckmin !* », reconnaissant qu'il est légitime de choisir entre un vote critique pour Lula et un vote nul (ou blanc). D'autres secteurs du parti, par exemple le CST (Courant socialiste des travailleurs), défendent pour leur part cette position du vote nul<sup>11</sup>.

Il y a donc, malgré les nuances, un consensus assez large. Sa source réside bien sûr dans la réalité du gouvernement Lula et des conséquences de sa politique pour le monde du travail et pour la gauche brésilienne. Dans ce cadre, il reflète le fait que le P-SOL se soit constitué en rupture avec le PT, comme opposition radicale à sa politique et ses méthodes. Le point très positif est que tous les courants et la quasi-totalité des membres du P-SOL soient visiblement conscients que le maintien d'un tel cap sera indispensable pour avancer dans la construction d'une alternative.

*Jean-Philippe Divès*

---

<sup>10</sup> Que l'on trouve en français sur le site d'*Avanti !*, rubrique « textes ».

<sup>11</sup> C'est aussi, par ailleurs, la position du PSTU. Celui-ci, conformément à ses habitudes bien ancrées (et à ce qu'il appelle dans ses textes internes « *la tactique exigence-dénonciation* »), s'est saisi de cette question pour lancer une petite campagne stigmatisant les contradictions et l'inconséquence du P-SOL.

## **LIBAN**

### **A propos de la guerre de trente-trois jours**

La direction nationale de la LCR des 23 et 24 septembre a adopté une résolution sur la situation ouverte par cette guerre. Nous avons contribué à son écriture et l'avons votée. Cet article souhaite poursuivre la réflexion ouverte au cours de ce débat.

#### **Objectifs et causes de l'agression israélienne**

Quel que soit le prétexte invoqué et l'opportunité choisie, l'objectif de l'agression était bel et bien la liquidation ou tout au moins le désarmement du Hezbollah.

Cette opération militaire ne peut se comprendre que dans le cadre plus général de la politique américaine au Moyen-Orient et confirme que c'est bien Washington qui trace les plans et donne les ordres. Ce qui a rendu cette guerre possible, c'est l'application de la résolution 1559 du Conseil de Sécurité adoptée à l'initiative de la France et des Etats-Unis<sup>12</sup>, et le retrait des forces syriennes du Liban.

Mais l'incapacité des alliés libanais de Washington à terminer le travail en désarmant le Hezbollah – ce qui ne pouvait se faire qu'au prix d'une guerre civile – a décidé l'administration US à jouer la carte de l'intervention militaire israélienne.

#### **Echec militaire, défaite politique**

Au vu des objectifs affichés par le gouvernement israélien lui-même, l'échec sur le plan militaire ne fait de doute pour personne. Echec spectaculaire, si l'on veut bien considérer la disproportion des forces en présences. Il n'est cependant pas inutile de revenir sur les circonstances de cet échec, le premier de cette ampleur subi par l'armée israélienne.

L'armée israélienne s'est coulée dans le moule stratégique défini par l'administration américaine pour mener la guerre permanente contre le terrorisme. D'un côté, des opérations de police contre les populations civiles en Palestine, sans hésiter à utiliser la torture, les assassinats ciblés, les représailles aveugles et l'arme de la famine ; de l'autre, une guerre à distance, avec des armes de haute technologie, censée écraser l'adversaire avec le minimum de pertes dans son propre camp. Sans oublier la privatisation de toute une série de services rentables – le libéralisme ne connaît pas de limite.

Résultat, Tsahal n'était pas du tout préparée à affronter des soldats armés, entraînés et motivés et s'est montrée incapable de conquérir le terrain, malgré le déluge de feu qu'elle a concentré sur ce petit pays.

Cette défaite est symbolique des difficultés croissantes rencontrées par les troupes impérialistes à travers le monde. La reconquête des colonies s'avère plus difficile que prévu ! Mais cet échec militaire se double d'une défaite politique aux conséquences encore plus graves.

Défaite politique au Liban même, où la tentative de démoraliser et diviser le peuple libanais, en le « punissant » par des bombardements terroristes généralisés et l'utilisation massive de mines anti-personnel, a échoué. Au contraire, la plupart des factions politiques et toutes les communautés ont dénoncé l'intervention israélienne et se sont mobilisées au côté des populations du Sud Liban. La popularité du Hezbollah est au plus haut et il est devenu une pièce centrale de la politique libanaise.

Défaite politique, aussi, aux yeux de l'opinion publique mondiale et notamment en Europe. La cruauté avec laquelle l'armée israélienne s'est comportée ne peut qu'éroder le capital de sympathie dont bénéficie indûment Israël, grâce à la manipulation sans vergogne de la mauvaise conscience provoquée par le génocide nazi.

---

<sup>12</sup> La résolution 1559 du 2 septembre 2004 appelait au retrait des troupes étrangères (c'est-à-dire de la Syrie) et au désarmement des milices (c'est-à-dire fondamentalement du Hezbollah).

Désarroi, enfin, au sein du camp impérialiste et crise politique en Israël même, dans la mesure où l'option militaire avec l'emploi de l'armée israélienne a toujours servi jusqu'ici d'argument ultime pour faire basculer le rapport de forces.

### **La réorientation des politiques impérialistes**

Tant qu'ils ont espéré une victoire militaire d'Israël, les USA ont retardé le vote d'une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU et l'application du cessez-le-feu. Une fois que l'enlèvement militaire israélien était devenu insurmontable, il fallait permettre à Israël de retirer au plus vite son armée du guêpier et tenter d'obtenir par la diplomatie ce qui n'avait pu être obtenu par la force.

C'est le rôle de la résolution 1701, qui insiste toujours sur le désarmement des milices libanaises. Il s'agit de poursuivre les objectifs de la guerre de trente-trois jours par d'autres moyens. Restait cependant à trouver les soldats susceptibles de réussir, là où l'armée israélienne a échoué. C'est ici qu'entrent en scène la FINUL, les troupes européennes de l'OTAN et particulièrement la France, l'Italie, l'Allemagne et la Turquie.

### **Le rôle de l'Europe et de la France**

On se souvient que l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avait profondément divisé l'OTAN, l'Allemagne et la France prétendant défendre une politique alternative à la politique américaine. Attitude largement motivée par l'importance des contrats avec le régime de Saddam Hussein. La question se pose maintenant : que reste-t-il de ce différend ?

En Afghanistan, les Européens sous le drapeau de l'OTAN viennent de prendre la direction de l'ensemble des opérations militaires directes contre la résistance afghane. Le gouvernement Prodi décide de retirer ses troupes d'Irak, mais les maintient en Afghanistan. La France prévoit de retirer ses forces spéciales en 2007, mais pour mieux se concentrer sur le Liban.

C'est l'Europe qui a pris la direction des négociations avec Téhéran sur le dossier du nucléaire iranien. Logique, vu que 51,8 % des importations iraniennes proviennent de l'UE, l'Allemagne et la France occupant respectivement la première et la deuxième place sur ce marché.

Pourtant, les intérêts économiques ne calment pas les ardeurs bellicistes. L'Allemagne a décidé de fournir deux sous-marins nucléaires à Israël, armes stratégiques considérées par Berlin comme des pièces maîtresses dans la surveillance de l'Iran. Et c'est la marine allemande qui va patrouiller sur les côtes libanaises! Le gouvernement allemand ne fait pas mystère d'intervenir dans la région aux côtés d'Israël. L'Italie vient de signer un traité bilatéral avec ce pays et la Turquie est son allié de longue date dans la région.

Plutôt que de divergences politiques entre l'Europe et les USA, il faut parler maintenant d'un partage des tâches entre les puissances impérialistes.

### **Le cas de la France**

Il est nécessaire de s'y pencher dans la mesure où les illusions sur la politique française sont bien réelles dans le mouvement contre la guerre. C'est ainsi que le PCF a accueilli avec faveur l'envoi de troupes françaises au Liban. Or, dans ce pays, la France marche main dans la main avec les Etats-Unis.

Ces deux pays sont conjointement à l'origine des résolutions 1559 et 1701. Ce sont eux qui maintiennent le régime de Damas sous pression. Au Liban, ils s'appuient sur les mêmes forces politiques pour tenter d'isoler le Hezbollah en ranimant les affrontements interconfessionnels, quitte à prendre le risque d'une nouvelle guerre civile. Dans la région, ils se disputent les faveurs de la monarchie saoudienne autour de contrats militaires juteux.

Il n'y a rien de plus urgent que de démasquer la réalité de cette politique cynique aux yeux du peuple français. Aux yeux du peuple libanais, c'est chose faite depuis longtemps.

## **La crise en Israël**

La nouvelle guerre du Liban et les revers militaires n'ont pas provoqué en Israël la renaissance de mobilisations pacifistes de grande ampleur, et ce n'est pas dans cette direction que se dirige spontanément le débat autocritique qui fait rage actuellement. A cela, il y a deux raisons.

Une raison structurelle : la nature coloniale d'Israël, dont l'existence en tant qu'Etat sioniste est mise en danger par toute défaite face aux peuples arabes.

Une raison conjoncturelle : son insertion aux avant-postes du dispositif américain de la guerre sans limite. L'adoption de cette perspective stratégique vient renvoyer aux calendes grecques toute perspective de paix et transforme le pays tout entier en une colonie militaire, en première ligne dans la guerre du « monde libre » contre la « barbarie islamique ».

Pour le moment, seules des forces consciemment opposées à la stratégie impérialiste et qui se situent en alliance avec la population palestinienne sont engagées dans une lutte de longue haleine pour la paix. Il faudra d'autres évolutions pour qu'elles puissent se développer de façon substantielle au sein de la population israélienne.

## **La question du Hezbollah**

La résistance victorieuse du peuple libanais s'est faite en grande partie sous la direction du Hezbollah, même si elle ne se limite pas à cette organisation « islamiste ». C'est un aspect de la situation que l'on ne peut pas ignorer.

Nous sommes tous d'accord pour affirmer un soutien inconditionnel à la résistance anti-impérialiste, tout en maintenant notre totale indépendance politique et notre liberté de critique.

Nous devrions tous être d'accord pour constater que le qualificatif « islamiste » ne signifie pas grand chose, que les organisations qui se réclament de l'islam sont politiquement au moins aussi diverses que le sont les partis qui se réclament du marxisme – certaines forces se réclamant d'ailleurs des deux à la fois – et que c'est sur le terrain politique que nous devons nous confronter.

Reste à accepter cette rencontre et cette confrontation, à en choisir la forme et le contenu. Tout le monde sent bien qu'il est impossible de développer un mouvement de solidarité dans les métropoles impérialistes en ignorant dans la pratique les organisations qui combattent l'impérialisme les armes à la main. Cette schizophrénie est source de difficultés pour un travail de masse en Europe, sans parler de la construction d'avant-gardes au niveau mondial.

On ne peut prétendre répondre d'emblée à toutes les questions, mais il est nécessaire de baliser le terrain sur lequel nous devons faire porter le débat et la confrontation avec ces organisations. Certainement pas sur l'existence de Dieu, pas non plus sur le socialisme que nous voulons avec des organisations qui ne sont pas socialistes, mais sur les tâches qui se posent au mouvement anti-impérialiste dans son ensemble, à court et moyen terme.

Dans le cas du Liban, les tâches les plus urgentes sont au nombre de trois.

1) Dépasser le confessionnalisme, qui est la plus vieille arme de l'impérialisme dans toute la région et au-delà.

2) Se dégager de la tutelle des Etats régionaux (Iran, Syrie) dont la propension à utiliser puis abandonner les mouvements anti-impérialistes pour leurs propres marchandages n'est plus à démontrer. Dans cet ordre d'idées, la politique nucléaire de l'Iran joue un rôle particulier. Il faut bien sûr réaffirmer que les membres du conseil de sécurité de l'ONU n'ont aucune légitimité pour décider quel Etat a droit ou non à l'arme nucléaire. Mais la politique du gouvernement iranien dans ce domaine offre le meilleur prétexte qui soit à une escalade militaire dans la région, sans oublier la possibilité d'un accord sur un nouveau partage régional qui se ferait nécessairement sur le dos des mouvements populaires.

3) Prendre en charge les revendications sociales et s'affronter aux politiques libérales. La reconstruction du Liban met cette question au premier plan. Une reconstruction sous la houlette du libéralisme sera porteuse de régressions sociales massives pour les couches les plus pauvres, qui sont les soutiens fidèles du mouvement national. Pour maintenir leur base

de masse, les organisations de la résistance libanaises vont devoir s'affronter à cette question, sans pouvoir compter indéfiniment sur l'aide des monarchies pétrolières dont les intérêts à long terme sont liés au projet américain.

Il faut bien admettre que, malgré ses attaches idéologiques, le Hezbollah a donné des signes plutôt positifs sur les deux premières questions. C'est sans doute sur le troisième point que se feront les choix décisifs pour son évolution future.

### **Pour construire un mouvement anti-guerre de masse**

Comment articuler mouvement altermondialiste, mouvement anti-guerre, mouvement anti-impérialiste? La question se pose depuis le 11 septembre 2001.

Pour développer en France des mobilisations pacifistes à la hauteur des enjeux, il faut avancer une réponse adaptée à une situation politique spécifique, où en dehors de l'UMP, la plupart des forces politiques ne se réclament pas ouvertement du libéralisme et où à l'exception de Sarkozy, à peu près aucun politique ne revendique la théorie du « choc des civilisations ».

On voit bien, à l'occasion de la guerre du Liban, comment il est possible de rassembler un front large et ponctuel. Nous devons continuer à participer à ce type de front, mais l'évolution nationale et internationale réclame un cadre permanent de lutte contre la guerre permanente. Le but est clair, le débat porte sur les moyens d'y parvenir.

L'idée que la France puisse maintenir une stratégie indépendante des Etats-Unis, ou que la population française soit vaccinée contre l'idéologie du « choc des civilisations », est la première illusion à bannir dans cette voie.

On voit bien qu'un débat de clarification idéologique et politique est nécessaire au sein de la gauche française. Et dans ce débat, on retrouve inévitablement le bilan du passé colonial, que ce soit sur « le rôle de la France dans le monde » ou sur « la vocation émancipatrice de la République ». La construction d'un mouvement pacifiste de masse passera nécessairement par le regroupement, dans un cadre permanent, de courants anti-guerre capables de combattre également l'impérialisme français, le racisme et les discriminations en France même.

*Jean-Louis Marchetti*